

[LE MARCHÉ DU LUNDI]

13 DÉCEMBRE 2021

ecofi Actifs pour le futur

Olivier GUILLOU
Directeur de la gestion

Lost in transition

L'actualité économique de la semaine a été dominée par la publication des chiffres d'inflation pour novembre aux États-Unis. Parallèlement, les dernières études d'impact sur le variant Omicron semblent confirmer une contagiosité plus élevée que le variant delta mais une moindre nocivité.

La tendance sur l'inflation (headline) aux USA se confirme avec une publication à 6,8 % en novembre (comme attendu par le consensus contre 6,2% le mois passé). Ce chiffre constitue un record de près de 40 ans. Pour autant, cette tendance haussière est proche du pic selon nous et la décrue devrait s'amorcer au 1er semestre 2022. L'indice core s'établit à 4,9 %.

Dans le détail, les « usual suspects », les composantes habituelles (énergie, loyer, voitures neuves et occasions) contribuent le plus, de même que les composantes liées à la réouverture et la mobilité. La diffusion plus large et plus durable s'explique également par des ruptures d'approvisionnement qui ne permettent pas d'équilibrer l'offre par rapport à la demande, même si les goulets d'étranglements, notamment dans le transport, se résorbent progressivement.

Cette évolution est conforme aux attentes des analystes, mais elle met un peu plus de pression sur la Réserve fédérale (Fed) qui se réunit cette semaine, et dont la communication attachée au statut transitoire de l'inflation se heurte à un niveau moyen plus élevé. Elle devrait donc anticiper son tapering (calendrier, amplitude) et son resserrement monétaire.

Mais anticiper n'est pas accélérer (tapering ≠ tightening). D'ailleurs, sur le long terme, les taux d'intérêt restent sous contrôle avec des taux réels durablement négatifs en raison de l'ancrage d'inflation à moyen terme, mais surtout en raison du stock détenu par la Banque centrale.

Dans la zone Euro, les statistiques devraient décevoir avec l'incertitude liée au Covid. Lors des réunions des banques centrales, nous nous attendons à ce que la BCE mette fin au PEPP en mars, mais visons une baisse progressive des achats. Nous serons attentifs à la prise de fonction du chancelier Olaf Scholz alors que l'inflation allemande est à plus de 5 %. La question énergétique est majeure pour la zone dans l'analyse de l'inflation et des revenus disponibles pour évaluer le potentiel de croissance économique, qui restera supérieur au potentiel en 2022.

Au total, sur la semaine, la baisse de l'aversion à Omicron soutient la progression des actifs risqués (MSCI World +3,3 %, S&P500+3,8 %, Eurostoxx +2,6 %) et la volatilité baisse (VIX 18,69%). Les valeurs Growth surperforment les valeurs Value. A noter le rebond du pétrole Brent à 75\$ par baril.

Pour 2022, les perspectives restent solides une fois ces incertitudes de court terme passées. Nous identifions deux leviers : d'une part la reconstitution des stocks et les rattrapages de consommation, auquel s'ajoute la hausse des investissements (plans US et Europe), et d'autre part une revalorisation des perspectives bénéficiaires pour l'exercice à venir.

#ÉCO

“

[...] LES TAUX D'INTÉRÊT RESTENT SOUS CONTRÔLE AVEC DES TAUX RÉELS DURABLEMENT NÉGATIFS EN RAISON DE L'ANCRAGE D'INFLATION À MOYEN TERME, MAIS SURTOUT EN RAISON DU STOCK DÉTENU PAR LA BANQUE CENTRALE.

”

**RETROUVEZ
LE MARCHÉ DU
LUNDI ISR EN
PAGE SUIVANTE**

Source : Ecofi, au 10 décembre 2021 - Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Document non contractuel. Le présent document contient des éléments d'information, des opinions et des données chiffrées qu'Ecofi considère comme exacts ou fondés au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier du moment. Il est produit à titre d'information uniquement et ne constitue pas une recommandation d'investissement personnalisée.

[LE MARCHÉ DU LUNDI]

13 DÉCEMBRE 2021

ecofi Actifs pour le futur

Cesare VITALI
Responsable ISR

Les investissements durables résistent malgré la crise

L'Institute for climate economics (I4CE) est une association à but non lucratif experte de l'économie et de la finance dont la mission est de faire avancer l'action contre les changements climatiques; L'institut, fondé en 2015 par la Caisse des Dépôts et l'Agence Française de Développement, soutient les décideurs politiques, en fournissant des analyses sur les questions climatiques et énergétiques.

Le 2 décembre dernier, l'I4CE a publié son rapport annuel « Panorama des financements climat », qui fournit des résultats assez encourageants concernant les investissements en France en faveur de la transition énergétique. En particulier, selon le rapport, les investissements « verts » privés et publics ont été de 45 milliards en 2020, enregistrant une progression de 10 % par rapport à 2019. De plus, selon les estimations de l'Institut, ces investissements, soutenus par les mesures du Plan de relance, devraient encore progresser en 2021 et 2022.

Ce résultat est particulièrement encourageant si nous considérons le contexte de crise économique, sociale et sanitaire. Le premier confinement de mars 2020 a interrompu plusieurs chantiers du bâtiment, des infrastructures et de la production d'énergie. Dans ces conditions, les porteurs de projets verts auraient pu être forcés à réduire ou à supprimer leurs investissements.

Une autre conclusion assez emblématique du rapport concerne la comparaison avec les autres catégories d'investissements : la progression des investissements verts contraste avec le net recul des investissements totaux du pays au cours de l'année 2020, en diminution de 7,8 % par rapport à 2019.

Cependant, la hausse des investissements verts n'a pas concerné tous les secteurs. Le secteur automobile a particulièrement profité de cette dynamique, notamment les voitures électriques et hybrides rechargeables, grâce en particulier à la réglementation européenne. Pour d'autres secteurs, des besoins importants d'investissements subsistent : plus particulièrement dans la rénovation énergétique des logements, les énergies renouvelables ou le réseau ferroviaire. Les transports en commun sont restés stables ou en légère baisse.

Cependant, malgré ces résultats positifs, les investissements climat sont encore insuffisants par rapport aux objectifs nationaux à fin 2020 prévus par la « Stratégie nationale bas-carbone ». Pour les respecter, il faudrait entre 13 et 15 milliards d'euros d'investissements supplémentaires tous les ans jusqu'en 2023, et environ le double jusqu'en 2028. Selon le Rapport, il semble ainsi indispensable d'augmenter les financements publics, notamment à travers une réglementation plus stricte sur les secteurs en retard sur la transition énergétique.

Un risque souligné par le rapport concerne les chaînes d'approvisionnement pour développer les produits et les solutions en ligne avec la transition énergétique : en 2021, certains matériaux nécessaires aux investissements verts sont devenus plus rares et plus chers. C'est le cas par exemple du bois et des isolants utilisés dans la rénovation des logements et des semi-conducteurs employés dans les panneaux solaires. Si ces problèmes d'approvisionnements persistent, une partie importante des investissements verts pourrait être réduite ou abandonnée en 2021 et en 2022.

Une autre bonne nouvelle pour la transition énergétique concerne les investissements publics et privés dans les énergies fossiles qui s'élèvent à 45,3 milliards d'euros en 2020, en baisse de 32 % par rapport à 2019, notamment en raison d'un durcissement de la réglementation européenne sur les voitures neuves.

Le Rapport de l'I4CE alerte sur la reprise économique en cours qui pourrait alimenter un rebond des investissements fossiles.

Document non contractuel. Le présent document contient des éléments d'information, des opinions et des données chiffrées qu'Ecofi considère comme exacts ou fondés au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier du moment. Il est produit à titre d'information uniquement et ne constitue pas une recommandation d'investissement personnalisée.

#ISR



LES INVESTISSEMENTS « VERTS » PRIVÉS ET PUBLICS ONT ÉTÉ DE 45 MILLIARDS EN 2020, ENREGISTRANT UNE PROGRESSION DE 10% PAR RAPPORT À 2019 [...] ET DEVRAIENT ENCORE PROGRESSER EN 2021 ET 2022.



[JOYEUSES FÊTES]

L'équipe de rédaction du Marché du Lundi prend quelques congés.

NOUS VOUS DONNONS RENDEZ-VOUS LE LUNDI 3 JANVIER.